



360 milliards
pour les banques !

Nous voulons...

**L'interdiction des
licenciements**

**300 euros pour tous
Pas de revenu inférieur
à 1500 euros**

**Plan d'embauche
pour les besoins sociaux
et écologiques**

**Défense des services
publics**

**Transports collectifs
gratuits pour réduire
les gaz à effet de serre**

**Banque publique unique
pour financer
les besoins sociaux et
écologiques**

Venez en discuter avec les militants du NPA
Réunion publique 20h

**Vendredi 2 Oct.
Halle aux Toiles, Rouen**

“La crise est une période bénie pour les entreprises”

Michel Pébereau, patron de la BNP

3,6 milliards de bénéfices, 1 milliard redistribué aux traders

Pendant l'été, la lutte de classes n'a pas pris de vacances. Patronat et gouvernement ont multiplié les attaques. Licenciements et fermetures d'usine, comme à Molex ou à Chaffoteaux, montrent que la crise continue pour les salariés, même si les profits s'améliorent pour les patrons. 23,5% des jeunes de 18-25 ans sont au chômage.

La répression n'a pas fait de pause avec les licenciements de grévistes à EDF-GDF ou l'intervention des CRS dans l'usine Legré-Mante à Marseille, pour évacuer les salariés.

Travail du samedi banalisé, travail du dimanche autorisé, salaires bloqués, cadences infernales : les conditions de travail et de vie se dégradent. Il aura fallu 23 suicides à France Télécom pour que l'Etat, actionnaire principal, commence à s'inquiéter.

La casse des services publics se poursuit : remise en cause de l'hôpital public avec la loi Bachelot, loi de mobilité dans la Fonction publique qui permet licenciements et recours à l'intérim, privatisation de La Poste (on vote contre le 3 octobre!).

Chômage et bas salaires pour nous, bénéfices pour les patrons...

Comble du cynisme, gouvernement et patronat annoncent la réduction du niveau des retraites des femmes salariées... au nom de l'égalité hommes-femmes!

Au nom de l'écologie, le gouvernement nous prépare une taxe carbone, payée par les ménages, aussi inefficace écologiquement qu'injuste socialement. Les plus pauvres paieront plus, alors que les entreprises sont exonérées de 7 milliards de taxe professionnelle et les plus riches de 14 milliards d'impôts avec le bouclier fiscal. Michel Pébereau, patron de BNP a raison d'annoncer que “la crise est une période bénie pour les entreprises”.

Heureusement, les salariés résistent (Molex, New Fabris, GoodYear, Continental...). Et des premières expériences de coordinations des luttes se font jour comme le 30 juillet à Châtelleraut ou ce 17 septembre devant la Bourse de Paris. Car pour faire reculer vraiment et durablement le gouvernement et le patronat, il faut l'unité dans et pour les luttes, l'unité pour aller vers une grève générale.

Crise du Capitalisme

Ne pas payer leur crise...

Riposter tous ensemble!